

Systemes agroalimentaires en crise: ce n'est que le début.

Co-présidents du Groupe Stratégique pour les systèmes agroalimentaires à la Fondation Afrique-Europe :

Ibrahim Mayaki, ancien Secrétaire Exécutif de l'Agence de planification et de coordination du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et

Marion Guillou, ancienne Présidente-directrice générale de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE).

Les premières cargaisons de céréales en provenance d'Ukraine sont maintenant livrées sur les marchés, grâce à l'accord négocié par l'ONU et la Turquie. Il n'en demeure pas moins que le contrôle des approvisionnements alimentaires a confirmé son rôle de levier géopolitique majeur.

Ceci renvoie à la preuve qui avait été faite du poids stratégique que confère le contrôle de sources d'énergie – d'abord lors de la hausse des prix du pétrole par l'OPEP dans les années 1970, puis aujourd'hui avec la dépendance de l'Europe à l'achat d'énergie en provenance de Russie. La pandémie de COVID a aussi montré à tous les pays du monde les risques liés à l'absence de production nationale suffisante alimentaire, médicale ou de vaccins ou, pour le moins, les risques de ne pas pouvoir s'approvisionner auprès d'un nombre suffisant de partenaires commerciaux fiables. « L'autonomie stratégique » est devenu le mantra du jour. Néanmoins, les pays, ou les groupes de pays alliés, sont confrontés à des options très différentes lorsqu'il s'agit de mettre en pratique l'autonomie stratégique, notamment en matière alimentaire. Une forte dépendance vis-à-vis d'une source unique génère des risques élevés, comme nous le constatons aujourd'hui.

Certaines régions du monde sont favorablement dotées par la géographie avec des sols fertiles riches et profonds et un climat doux. Dans le cas de la Russie et de l'Ukraine, de vastes plaines de sols noirs fertiles au nord de la mer Noire ont permis à de vastes exploitations mécanisées de générer d'importants excédents de blé, d'orge, de tournesol et de maïs. Ailleurs, d'autres parties du monde sont confrontées à des conditions beaucoup plus difficiles en raison de sols peu profonds et infertiles, de précipitations imprévisibles et de faibles investissements dans l'agriculture. Qui plus est, un secteur rural fortement peuplé consomme nécessairement une grande partie de sa production, en laissant peu de marge pour nourrir les villes, et moins encore pour exporter un excédent.

La forte croissance urbaine, une faible productivité agricole, des impacts climatiques croissants et les investissements limités dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, sont autant de facteurs contribuant au déficit alimentaire croissant de l'Afrique. Celui-ci a bondi de 10 % des besoins alimentaires en 1970 à 20-25 % aujourd'hui. Selon les dernières données, plus de 750 millions de personnes vivent dans des pays qui importent entre 50 et 100 % de leurs besoins en céréales d'Ukraine et de Russie. Parmi ces pays, 14 des plus vulnérables se trouvent en Afrique. Dans le cas de l'Égypte, par exemple, les précieuses terres fertiles du long du Nil sont exploitées intensivement pour cultiver des fruits et légumes qui sont vendus à l'étranger. En retour, des céréales sont importées. En temps normal, ce pari fonctionne bien. Mais dorénavant, étant donné que la quasi-totalité des approvisionnements en blé du pays proviennent de la région de la mer Noire et que le prix des céréales a augmenté, le pays se retrouve en grande difficulté.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a montré la vulnérabilité des pays qui, en plus de dépendre des importations de nourriture et d'énergie, achètent leurs engrais à l'autre bout du monde. Comme nous l'avons vu en 2008-2010, la mondialisation est une excellente idée pour optimiser les actifs jusqu'à ce qu'elle trébuche soudainement parce que la pénurie d'un produit clé bloque les rouages bien huilés du commerce mondial. Ce qui semblait alors être un choix judicieux laisse la population urbaine d'un pays vulnérable aux fluctuations incontrôlées des prix des denrées alimentaires de base. En 2007-

2008, les pays à déficit alimentaire disposant de réserves financières substantielles ont constaté que leurs réserves de richesse ne pouvaient pas leur acheter la nourriture dont ils avaient besoin. Et ils ont décidé de construire un système plus résilient, en investissant dans la production alimentaire nationale et en acquérant de vastes propriétés foncières en dehors du pays. L'Ukraine était l'une des principales destinations des investissements fonciers de gouvernements et d'entreprises en provenance d'Europe, d'Amérique du Nord ou du Golfe. Dans certains cas, ces investissements ont été un succès. Ailleurs, comme dans de nombreuses régions d'Afrique, ces acquisitions foncières à grande échelle n'ont pas été concluantes en raison des contextes sociaux et des écologies très différents, ainsi que des intérêts conflictuels entre les investisseurs et les populations locales, qui ont vu leurs terres confisquées.

Cette fois, les prix des denrées alimentaires continuent de monter sans que la fin du conflit russo-ukrainien ne soit en vue. En conséquence, le *Global Crisis Response Group* et d'autres organismes ont proposé plusieurs mesures, certaines à court terme et d'autres à plus long terme. Celles-ci incluent :

Une meilleure évaluation des réserves alimentaires actuelles et un système de collecte de données en temps réel sur les marchés. Après la crise financière de 2007-2008, le G20 a mis en place le Système d'Information sur les Marchés Agricoles ainsi qu'un mécanisme permettant de prédire la taille des récoltes grâce à l'observation par satellite. Ceux-ci sont destinés à contribuer à la transparence concernant les stocks alimentaires dans le monde, tant publics que privés, et ainsi à freiner la spéculation. Cependant, il y a des limites à la connaissance des stocks, aussi bien publics que privés. Par exemple, peu de gens savaient jusqu'à présent que la Chine disposait de stocks de céréales aussi massifs, équivalant à 50 % de toutes les réserves mondiales. De la même manière, le doute plane quant à l'ampleur des réserves privées entre les mains des principaux négociants en céréales, tels que Dreyfus, Cargill, Bunge et ADM. Par conséquent, la spéculation financière sur les marchés internationaux et nationaux est encore susceptible de jouer un rôle dans la variabilité des prix, comme elle l'avait fait en 2007-2008.

Une intégration de l'élevage dans les paysages et les systèmes agricoles. La spécialisation des exploitations agricoles a trop souvent conduit à séparer les animaux des cultures, et les complémentarités naturelles entre l'élevage et les cultures se sont érodées. Pourtant, les animaux et les cultures font bon ménage, qu'il s'agisse d'animaux broutant dans les chaumes, de bœufs utilisés pour labourer les champs ou de déjections animales fournissant d'excellents nutriments pour les sols. Réduire la production animale intensive, qui dépend fortement des céréales pour l'alimentation animale, libérerait également des stocks de céréales pour l'usage humain.

Plus d'investissements dans la culture de protéines végétales pour des systèmes agricoles plus résilients. La nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre associées à l'agriculture peut être satisfaite en ensemençant davantage de terres avec des plantes fixatrices d'azote, comme les lentilles, les pois et les haricots. Ces cultures s'intègrent bien dans les systèmes agricoles mixtes, offrent des fourrages précieux pour les animaux et enrichissent les sols à mesure qu'elles poussent. Elles fournissent également des protéines bon marché pour améliorer les régimes alimentaires et mieux équilibrer l'alimentation humaine.

Plus d'investissements publics dans le secteur agroalimentaire. Dans le cadre des déclarations de Maputo et de Malabo du *Programme détaillé du développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA)*, les gouvernements africains se sont engagés à investir 10 % des dépenses publiques dans l'alimentation et l'agriculture. Pourtant, un bilan établi en 2018 a montré que moins de la moitié des 54 pays africains avaient assorti leurs engagements de ressources. Et la pandémie de COVID a encore resserré le financement public. Cependant, le PDDAA a aidé de nombreux gouvernements à concevoir

des stratégies nationales d'investissement agricole et à adopter une approche des systèmes alimentaires, qui doit cependant encore être renforcée.

Un soutien réaffirmé à la production de cultures vivrières locales, telles que le mil, le sorgho, le fonio et le teff. Il existe de nombreuses « cultures négligées » en Afrique, qui pourraient aider à nourrir les villes s'il y avait plus de recherche pour améliorer les rendements et d'investissement dans les chaînes de commercialisation. Souvent, ces cultures sont bien mieux adaptées aux conditions écologiques locales que le riz et le blé, tout en étant plus nutritives.

Une utilisation modérée de céréales pour la production de biocarburants. La transformation du maïs en biocarburants a été encouragée pour réduire les émissions de carbone. Cette politique a eu pour effet principal de maintenir les prix des cultures à un niveau élevé pour les agriculteurs américains, où 30 à 40 % du maïs est destiné à la production de biocarburants. En attendant que des biocarburants beaucoup plus efficaces soient disponibles, nous devrions limiter l'utilisation du maïs pour les biocarburants et réserver ceux-ci aux usages sans solution alternative décarbonée afin d'éviter les compromis difficiles avec la sécurité alimentaire.

Un élargissement de la protection sociale. La plupart des pays disposent désormais de systèmes de soutien aux membres les plus pauvres de la société, sous la forme de filets de sécurité en espèces ou en nature. Le moment est venu d'augmenter les flux de revenus pour ces groupes de personnes et de veiller à ce qu'ils puissent répondre aux besoins alimentaires de base grâce à des sources de financement nationales ou internationales.

Un développement de la production d'engrais notamment organiques. Les prix des engrais chimiques ont augmenté rapidement avant le début de la guerre, entraînés par la hausse des prix du gaz, et ils se situent désormais à 2 à 3 fois leurs niveaux de 2020. Il existe des différences considérables dans les niveaux d'utilisation d'engrais par hectare entre la moyenne chinoise de 350 kg/ha et la moyenne africaine de 25 kg/ha. Une utilisation plus efficace des engrais et du fumier permettrait de réduire les émissions d'oxyde nitreux et le ruissellement dans les plans d'eau. De plus, la production et la distribution d'engrais organiques nécessitent une attention beaucoup plus grande, étant donné qu'ils sont bien préférables en termes d'émission de gaz à effet de serre que les engrais minéraux. Mais avant tout, les agriculteurs africains ont besoin d'approvisionnements fiables, au bon moment, et en quantité suffisante pour gérer la croissance des cultures.

Une série d'initiatives ont été lancées pour stimuler la production alimentaire en Afrique, telles que la Facilité africaine de production alimentaire d'urgence de la Banque africaine de développement; la Mission pour la résilience alimentaire et agricole (FARM) menée par le Sénégal et la France; l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire (GAFS) du G7 et de la Banque mondiale; et le travail du Groupe mondial d'intervention en cas de crise sur l'Alimentation, l'Énergie et les Finances des Nations Unies. Dans le même temps, des programmes d'adaptation, tels que la Grande Muraille Verte, promeuvent le renforcement de la résilience au niveau local. Mais tous ces efforts doivent s'assurer qu'ils contribuent aux plans existants des pays, plutôt que de les en détourner. Les nouvelles initiatives devraient éviter de dérouter les décideurs africains dans la poursuite des priorités existantes.

Alors que tous ces efforts devraient contribuer à accroître la production à moyen et à long terme, à court terme l'espoir repose sur une aide alimentaire d'urgence ciblée et sur la reprise des exportations de céréales. Même si l'Ukraine parvient à expédier sa récolte de céréales avec succès, les pays africains devraient saisir ce moment de crise pour reconstruire des systèmes alimentaires et agricoles durables qui répondent aux besoins des producteurs et des consommateurs locaux. L'externalisation de la production céréalière vers une poignée de pays éloignés crée en effet de sérieuses vulnérabilités en

période de choc. Alors que de nombreux pays sont confrontés à des sécheresses et à des changements climatiques sans précédent, la crise des systèmes agroalimentaires n'en est qu'à son début.